

M. Fenwick a dit d'autres choses, notamment:

... par suite du programme d'austérité du gouvernement, le centre de formation de Riverdale Collegiate, où l'on enseignait aux immigrants, est fermé tout comme celui de Castle Frank.

A l'appel de l'ordre du jour, j'ai interrogé le ministre à ce sujet et, si j'ai bien compris sa réponse, il a admis que les centres avaient été fermés, tout en laissant entendre que c'était parce que la Commission scolaire à laquelle ils appartenaient en avait besoin et avait demandé de les reprendre. J'aimerais demander au ministre si on cherche à trouver d'autres endroits où cette formation puisse se donner. Il me semble qu'il doit y avoir d'autres endroits à Toronto qui pourraient servir à cette fin.

M. Fenwick a fait une autre déclaration que je juge très grave, si elle est exacte. Il a dit:

... que M. A. W. Fair, coordonnateur de la formation de la main-d'œuvre à Toronto, a signalé au comité consultatif le départ de 80 instituteurs parce qu'ils croyaient l'avenir du programme compromis par suite des mesures d'économie.

Il voulait parler, je suppose, de 80 instituteurs à Toronto. Si c'est cela, ou même si le chiffre est inexact, cela pourrait, me semble-t-il, paralyser un programme de ce genre. J'ignore quelle sorte d'institution ou d'organisme d'enseignement pourrait perdre 80 instituteurs, dans une seule région, parce que ces derniers ne s'attendent pas à ce que le programme soit maintenu.

Lorsque j'ai soulevé cette question pendant l'étude des crédits du ministre, il n'a pu en parler à la Chambre, mais il a eu l'obligeance de fournir à moi-même et à d'autres députés une explication par écrit. Il semblait donner à entendre dans sa lettre que le programme de formation prendrait de l'ampleur. Si, toutefois, il doit prendre de l'ampleur, c'est plutôt grave que 80 instituteurs d'une région soient partis, si c'est vrai, parce qu'ils doutaient de son maintien.

• (8.10 p.m.)

M. Fenwick n'est pas le seul à avoir cette opinion. Même s'il fait partie du conseil consultatif, il pourrait aisément faire erreur. J'ai en main une autre coupure d'un journal de la semaine dernière, dans laquelle l'administrateur de la Division des services de main-d'œuvre du ministère ontarien du Travail, M. R. M. Warren, dit ceci:

Les pourparlers s'éternisent, de sorte que le programme reste stationnaire à un point bas.

Il fait allusion aux deux gouvernements qui se partageaient la responsabilité du programme de recyclage des adultes. Sauf erreur, les pourparlers se poursuivent avec les provinces, et jusqu'en ces derniers temps, l'Ontario et la Colombie-Britannique n'avaient pas encore signé d'ententes, mais c'est peut-être fait à l'heure actuelle. Voilà six mois déjà que la loi a été adoptée. M. Warren ajoute—et je suppose qu'il se réfère aux chiffres pour l'Ontario—que la Division, avant avril, comptait 8,000 élèves inscrits aux cours d'apprentissage à la tâche. Ce chiffre est tombé à 3,000 au cours de l'été mais est remonté depuis à 4,000. M. Warren parlait en novembre. Je sais que le ministre, lorsqu'il m'a écrit à ce sujet, ainsi sans doute, qu'à d'autres députés, a dit qu'il y avait un moment d'accalmie pendant l'été et que ces chiffres qui semblaient peu satisfaisants étaient dus à cette accalmie saisonnière et au plein emploi. Maintenant, il n'y a pas de plein emploi et le calme saisonnier est dépassé. Le même article cite M. E. L. Kerridge, administrateur du programme de recyclage du ministère de la Main-d'œuvre de l'Ontario. Il dit que le recrutement mensuel était de 70 p. 100 du niveau atteint en 1966, quand les cours de recyclage du ministère comptaient 60,000 inscrits. Encore une fois, je suppose qu'il parle de l'Ontario qu'il doit bien connaître. Mais ce chiffre de 70 p. 100 ne correspond pas à la lettre plutôt apaisante que le ministre m'a envoyée et où il laissait entendre que l'accalmie était terminée et que ce programme serait graduellement étendu.

A mon avis, MM. Fenwick, Warren et Kerridge ne sauraient faire ces déclarations si elles étaient inexactes. L'ensemble de ces chiffres semble indiquer une assez grave lacune dans le programme. Je demande au ministre d'assurer à la Chambre que ce programme de formation de la main-d'œuvre ne sera pas réduit à la suite de la campagne d'économie ou des coups de hache de son collègue le ministre des Finances (M. Sharp), car une réduction de semblables dépenses gouvernementales témoignerait d'une politique à courte vue et absurde, qui ne freinerait en rien l'inflation.

Évidemment, le ministre des Finances veut réduire les dépenses du gouvernement en vue de faire obstacle aux tendances inflationnistes de l'économie. Il est des endroits particulièrement apparents où il conviendrait d'effectuer des réductions, et je pourrais, moi-même, en proposer quelques-uns. Mais ce serait le summum de la folie que de comprimer des programmes qui visent à accroître